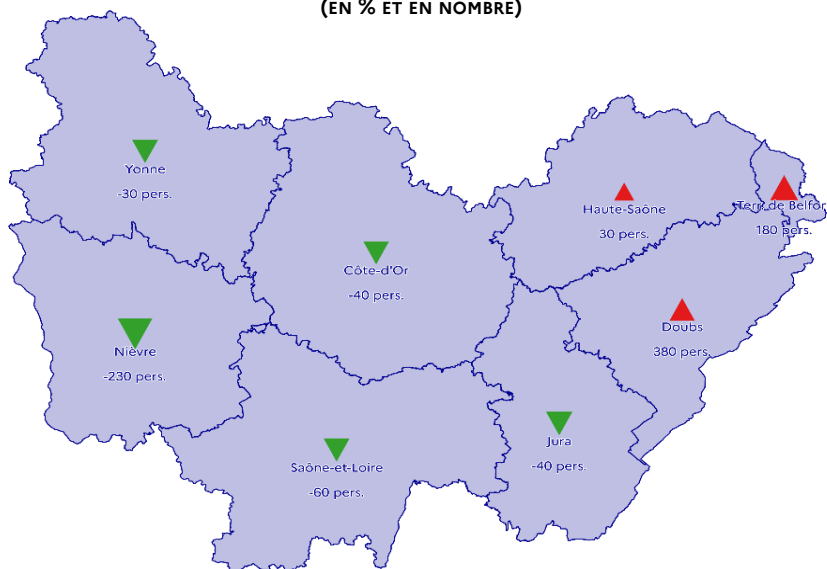


MARCHÉ DU TRAVAIL, ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-SAÔNE

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 2^{ÈME} TRIMESTRE 2023 (EN % ET EN NOMBRE)



France métropolitaine : Evolution DEFM Cat. A :
-0,1 % par rapport au 1^{er} trimestre 2023

Source : Pôle emploi-Dares, STMT

► CHIFFRES CLÉS

- **DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (DONNÉES CVS)**
Cat. A : **8 000** (+0,4 % sur un trim.)
Cat. B, C : **7 680** (-2,4 % sur un trim.)
Cat. A, B, C : **15 680** (-1,0 % sur un trim.)

- **TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)**
6,1 % au 1^{er} trimestre 2023
-0,2 pt par rapport au 4^{ème} Trim. 2022
(France métropolitaine : 7,1 % ; 0,0 pt)

- **EMPLOI SALARIÉ**
70 120 au 1^{er} trimestre 2023
+0,5 % par rapport au 4^{ème} Trim. 2022

- **RECOURS À L'INTÉRIM**
3 300 intérimaires au 1^{er} trimestre 2023
+1,5 % par rapport au 4^{ème} Trim. 2022

Au premier trimestre 2023

L'emploi salarié (privé et public) augmente en Haute-Saône, soit 320 emplois en plus par rapport au 4^e trimestre 2022. Hors intérim, l'emploi salarié est dynamique dans le secteur des services non marchands, plus gros employeur du département. Les services marchands, en particulier les services aux entreprises, gagnent des effectifs. L'industrie consolide ses effectifs. L'emploi dans la construction se replie. Sur un an, l'emploi salarié progresse (+0,5 %), une hausse comparable à celle enregistrée au niveau régional. Après avoir marqué le pas, la demande en intérim progresse légèrement, excepté dans la construction et le commerce. Le dispositif d'activité partielle est autant mobilisé qu'au cours du 4^e trimestre avec toutefois une hausse des heures indemnisées dans la construction. Le nombre de foyers bénéficiaires du RSA (environ 4 000) continue de reculer. Ils sont moins nombreux qu'il y a un an (-4,4 %), une baisse annuelle plus favorable que celle enregistrée dans la région.

Au deuxième trimestre 2023

Le volume d'heures autorisées pour recourir à l'activité partielle tend à diminuer. Les défaillances d'entreprises et le nombre d'emplois menacés par ces procédures augmentent comparativement au 2^e trimestre 2022. La demande d'emploi de catégorie A augmente de 0,4 %, une hausse similaire à celle observée à l'échelle régionale. Le nombre de demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite diminue fortement (catégories BC). Au total, la demande d'emploi toutes catégories confondues se replie. En catégories ABC, les hommes et les femmes bénéficient autant l'un de l'autre de cette amélioration du marché du travail. Seuls les moins de 25 ans, plus nombreux à s'inscrire ce trimestre, ont rencontré plus de difficultés à retrouver un emploi. Les demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an à Pôle emploi tirent profit de ce contexte positif avec un recul de 1,4 % (-9,9 % sur un an).

Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS)
de Bourgogne-Franche-Comté

Directeur de publication : Monsieur Jean Ribeil

Réalisation : Service Etudes, Statistiques, Evaluation (SESE) - Tél. : 03.80.76.99.36

Retrouvez nos publications sur www.bourgogne-franche-comte.dreets.gouv.fr

2^{ème} Trimestre 2023

La demande d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Haute-Saône :

Données CVS-CJO

	T2 2023	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Catégorie A	8 000	+0,4	-5,9
Catégories B, C	7 680	-2,4	-3,4
Catégories A, B, C	15 680	-1,0	-4,7

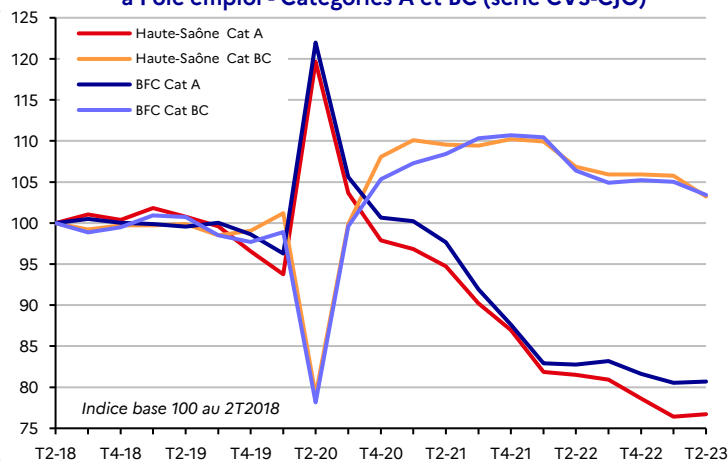
Bourgogne-Franche-Comté :

Données CVS-CJO

	T2 2023	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Catégorie A	99 570	+0,2	-2,5
Catégories B, C	95 200	-1,5	-2,8
Catégories A, B, C	194 770	-0,6	-2,6

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Evolution des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi - Catégories A et BC (série CVS-CJO)



Données CVS-CJO	Haute-Saône			BFC	
	T2 2023	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégorie A					
Hommes	4 030	+0,2	-7,8	+0,7	-2,2
< 25 ans	610	+7,0	0,0	+1,9	+2,3
25 - 49 ans	2 250	+1,4	-5,9	+1,7	-1,8
50 ans et plus	1 170	-4,9	-14,6	-1,7	-5,0
Femmes	3 970	+0,5	-3,9	-0,4	-2,8
< 25 ans	570	+5,6	+7,5	-1,4	-0,8
25 - 49 ans	2 190	0,0	-4,8	+0,4	-1,6
50 ans et plus	1 210	-0,8	-7,6	-1,4	-6,0
Total	8 000	+0,4	-5,9	+0,2	-2,5
< 25 ans	1 180	+6,3	+4,4	+0,4	+0,9
25 - 49 ans	4 440	+0,7	-5,3	+1,1	-1,7
50 ans et plus	2 380	-2,9	-11,2	-1,6	-5,5

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Données CVS-CJO	Haute-Saône			BFC	
	T2 2023	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Hommes	7 350	-0,9	-5,0	-0,4	-1,9
< 25 ans	1 100	+2,8	-2,7	+0,8	-1,8
25 - 49 ans	4 310	-1,1	-4,2	-0,3	-2,0
50 ans et plus	1 940	-2,5	-7,6	-1,2	-1,8
Femmes	8 330	-1,1	-4,4	-0,9	-3,3
< 25 ans	1 030	+2,0	-5,5	-1,7	-6,0
25 - 49 ans	4 750	-1,7	-4,2	-0,8	-2,9
50 ans et plus	2 550	-0,8	-4,5	-0,8	-3,1
Total	15 680	-1,0	-4,7	-0,6	-2,6
< 25 ans	2 130	+2,4	-4,1	-0,4	-3,8
25 - 49 ans	9 060	-1,4	-4,2	-0,5	-2,4
50 ans et plus	4 490	-1,8	-5,9	-1,0	-2,5

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Depuis 2018, la publication commune Dares-Pôle Emploi est trimestrielle et présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. La moyenne trimestrielle correspond à la somme des effectifs ou des flux pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois. En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Les catégories de demandeurs d'emploi :

- **catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- **catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 h ou moins sur un mois) ;
- **catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 h sur un mois) ;
- **catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ;
- **catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	Haute-Saône			BFC	
	T2 2023	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
Catégories A, B, C		1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Moins de 1 an	8 510	-0,6	+0,4	-0,2	+2,8
DELD :					
1 à 2 ans	2 960	+1,4	-5,7	+0,9	-3,4
2 à 3 ans	1 440	-2,7	-19,6	-3,5	-19,9
3 ans et plus	2 780	-3,5	-8,3	-2,2	-7,3
Total DELD	7 180	-1,4	-9,9	-1,2	-8,6
Part des DELD	45,8%	-0,2 pt	-2,6 pt	-0,2 pt	-2,9 pt

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Les demandeurs d'emploi indemnisés

Données brutes provisoires	T1 2023	Moyenne annuelle 2023	
		2023	2022
Assurance chômage	6 830	6 830	6 750
Solidarité - Etat	920	920	1 080
Autres	150	150	130
Total DE indemnisés	7 900	7 900	7 960
Formation	660	660	740
Part des DE indemnisés* :			
Haute-Saône	46,6%		
BFC	47,4%		

Source : Pôle emploi

*Part des DE indemnisés : Total des Demandeurs d'Emploi indemnisés / DEFM de Cat. A, B, C, D, E en données brutes

Avertissement : conformément à la méthodologie utilisée par Pôle emploi pour le calcul des demandeurs d'emploi indemnisés, les dernières données sont des estimations. Elles sont rendues définitives en glissement annuel avec un recul de 6 mois.

Les flux d'entrées à Pôle emploi par motif

Données brutes	Haute-Saône			BFC	
	T2 2023	Var. annuelle		Var. annuelle	
Catégories A, B, C		en nbre	en %	en nbre	en %
Fin de contrat	195	-4	-1,8	-37	-1,4
Fin de mission d'intérim	128	-9	-6,3	+112	+8,9
Démission	73	-1	-1,3	+37	+4,0
Rupture conventionnelle	92	+2	+1,9	-33	-2,7
Licenc. économique	14	-6	-30,6	-29	-10,2
Autre licenciement	87	-32	-26,9	-209	-15,8
Première entrée ⁽¹⁾	52	0	-0,6	-100	-13,2
Retour d'inactivité ⁽²⁾	354	-12	-3,3	+228	+6,3
Réinscription rapide ⁽³⁾	212	-14	-6,1	-16	-0,5
Autre motif ⁽⁴⁾	70	-8	-10,3	+28	+2,5
Motif indéterminé	111	-23	-16,9	-300	-17,4
Total	1 388	-107	-7,1	-319	-1,8

(1) Inscription à Pôle emploi d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.

(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.

(3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).

(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

Les flux de sorties à Pôle emploi par motif

Données brutes	Haute-Saône			BFC	
	T2 2023	Var. annuelle		Var. annuelle	
Catégories A, B, C		en nbre	en %	en nbre	en %
Reprise d'emploi déclaré ⁽¹⁾	201	-7	-3,4	+47	+1,9
Entrée en stage ou formation	181	-31	-14,8	-284	-14,3
Arrêt de recherche**	160	+9	+6,2	-42	-2,2
dont maladie	91	-2	-2,2	-76	-6,2
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation	739	-44	-5,6	-518	-5,1
Radiation administrative	144	-5	-3,4	+71	+3,7
Autre cas ⁽²⁾	91	+4	+4,6	+38	+2,8
Total	1 515	-74	-4,6	-689	-3,5

**Maternité, maladie, retraite...

(1) Uniquement celles connues de Pôle emploi.

(2) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

La demande d'emploi par territoire*

* Définition Bassins d'emploi Pôle emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Données CVS-CJO Catégorie A	T2 2023	Var. (en %) sur		Part (en %) des			Indicateur de chômage*
		1 Trim.	1 an	Femmes	-25 ans	Seniors	
Gray	1 410	0,0	-2,1	50,4	17,0	29,8	6,9
Lure	2 550	+2,0	-5,2	49,4	13,7	31,0	8,6
Luxeuil	1 450	-2,7	-9,9	49,7	14,5	31,7	8,4
Vesoul	2 590	+0,8	-6,2	49,8	15,1	27,8	6,9
Haute-Saône	8 000	+0,4	-5,9	49,6	14,8	29,8	7,6

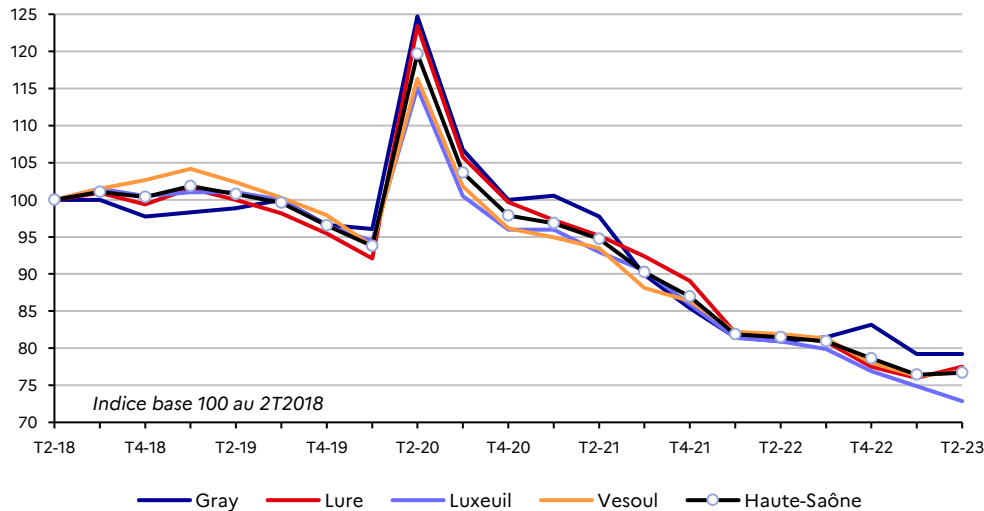
Attention : cet indicateur est calculé pour apprécier l'importance du chômage dans les arrondissements. Sa valeur n'est pas comparable avec le taux de chômage publié par l'INSEE, qui est la référence pour les analyses départementales.

* Indicateur de chômage = DEFM A/Pop. Active 2020

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Calculs des CVS-CJO infra-départementales : Dreets Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Evolution des demandeurs d'emploi de Cat. A par territoire (données CVS-CJO)



Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO Catégories A, B, C	T2 2023	Var. (en %) sur		Plus d'un an		
		1 Trim.	1 an	T2 2023	Var. (en %) sur	
					1 Trim.	1 an
Gray	3 040	-1,9	-2,6	1 390	-2,8	-8,6
Lure	4 630	-0,9	-5,9	2 240	-1,8	-11,5
Luxeuil	2 750	-2,5	-6,5	1 290	-0,8	-12,2
Vesoul	5 260	+0,2	-3,8	2 260	-0,4	-7,8
Haute-Saône	15 680	-1,0	-4,7	7 180	-1,4	-9,9

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Les flux d'entrées et de sorties

Entrées en Cat. A, B, C		Sorties en Cat. A, B, C	
Nombre	Evol. (%) Trim.	Nombre	Evol. (%) Trim.
290	-3,3	300	-9,1
420	-6,7	460	+2,2
240	-17,2	280	-6,7
600	+5,3	580	-4,9
1 560	-3,7	1 620	-4,1

Calculs des CVS-CJO infra-départementales : Dreets Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Note méthodologique :

La correction des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO) permet de rendre les évolutions pertinentes pour l'analyse conjoncturelle. Les coefficients de correction des variations saisonnières et des jours ouvrables sont estimés une fois par an pour la 1ère publication de l'année. Lorsque ces coefficients sont réestimés, les séries CVS-CJO sont révisées sur tout leur historique. La prochaine campagne d'actualisation des coefficients aura lieu en avril 2024. En 2019, le périmètre géographique des « Territoires » a été révisé faisant suite à l'évolution récente de la géographie administrative des arrondissements, les données ici présentes portent donc sur ce nouveau découpage et ont été recalculées sur tout leur historique.

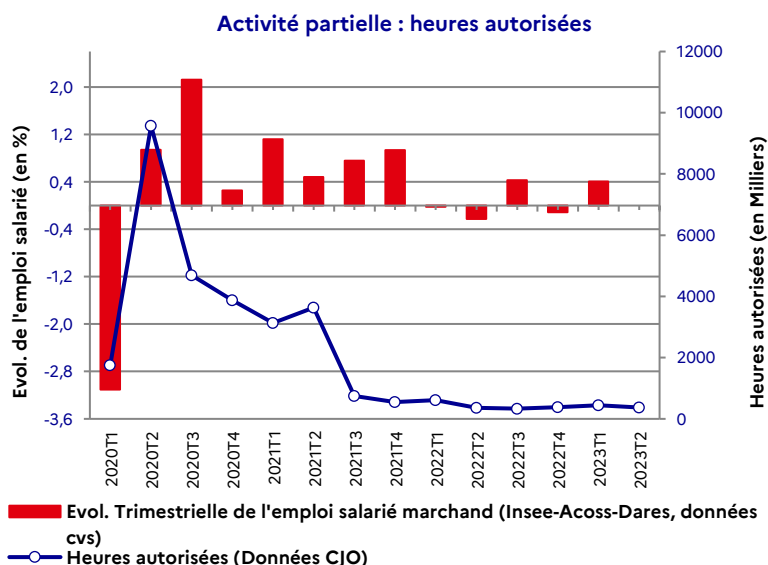
Activité partielle

Données CJO*		Haute-Saône	
Heures autorisées		T1 2023	T2 2023
Nombre de demandes en cours		76	63
Volume d'heures autorisées		440 326	365 827
dont :	Agriculture	0	0
	Industrie	344 170	325 686
	Construction	21 747	9 622
	Commerce	2 949	1 110
	Services	71 460	29 409
Etablissements autorisés		67	59
dont :	étabs de 50 sal. et plus	16	16
Nombre de salariés concernés**		4 391	4 009
Total heures autorisées 12 mois glissés		1 511 338	1 517 237

Source : DARES/Dreets BFC

* corrigées des effets des jours ouvrables

** en moyenne sur le trimestre

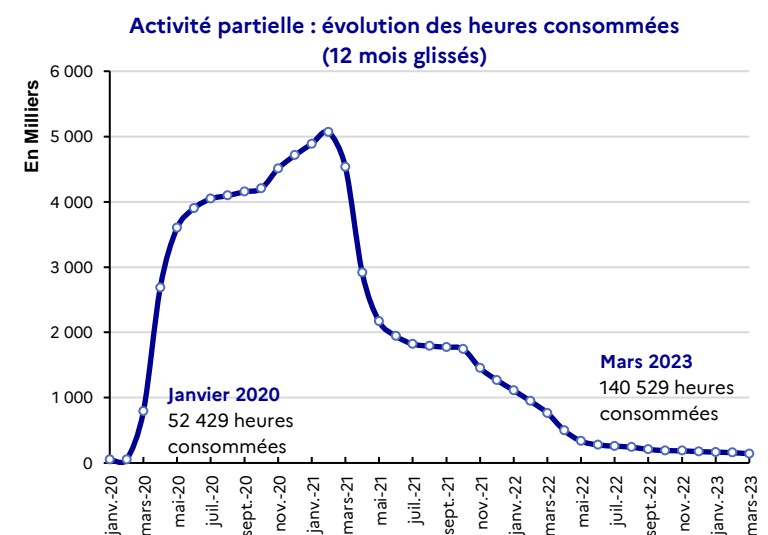


Données CJO*		Haute-Saône	
Heures consommées		T4 2022	T1 2023
Nombre d'heures consommées*		36 704	34 826
dont :	Agriculture	0	0
	Industrie	33 604	24 407
	Construction	293	4 361
	Commerce	708	872
	Services	2 099	5 187
Etabs ayant consommé des heures		43	46
dont :	étabs de 50 sal. et plus	11	10
Nombre de salariés concernés**		639	464
Total heures consommées 12 mois glissés		173 812	140 529

Source : DARES/Dreets BFC

* un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

** en moyenne sur le trimestre



Avvertissement : Les consommations d'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées

Créations d'entreprises

Données brutes		Haute-Saône	
Créations d'entreprises		T1 2023	Evol./T1 2022
		(en %)	
Nombre de créations d'entreprises		607	+4,3
dont :	Entreprises individuelles	84	-1,2
	Micro-entrepreneurs	419	+13,6
	Sociétés	84	-1,2
Cumul sur 12 mois glissés		2 210	+2,0
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs		188	-11,7
Cumul sur 12 mois glissés		840	-7,3

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Avvertissement :

Depuis la publication de janvier 2022, les créations d'entreprises sont calculées selon un dispositif rénové. Il en résulte un relèvement, en niveau, de l'historique des créations d'entreprises.

Pour en savoir plus : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6327330#documentation>.

Défaillances d'entreprises

Données brutes		Haute-Saône	
Ouvertures de procédures		T2 2023	Evol./T2 2022
		(en %)	
Nombre d'ouvertures de procédures		33	+65,0
dont :	Sauvegardes	s	s
	Redressements judiciaires	9	+50,0
	Liquidations judiciaires directes	23	+76,9
Nombre d'emplois menacés		87	+61,1
dont :	Agriculture	s	s
	Industrie	12	+20,0
	Construction	32	+77,8
	Commerce	18	n.s.
	Services	25	+31,6
Total des ouvertures sur 12 mois glissés		129	+57,3

Source : Société ALTARES-BODACC/Traitement Dreets BFC-SESE

n.s. : non significatif

s : secret statistique

L'emploi salarié

Effectifs salariés par secteur d'activité

Avertissement :

Les estimations trimestrielles d'emploi sont révisées sur le passé car elles bénéficient de plusieurs changements méthodologiques. Les alternants sont désormais inclus explicitement dans les statistiques d'emploi salarié. Pour en savoir plus :

https://www.insee.fr/fr/statistiques/documentation/Emploi_note_methodo_mai_2022.pdf

Haute-Saône 1 ^{er} trimestre 2023 (Données CVS)	Emploi hors intérim					Emploi y compris intérim (1)				
	Nombre de salariés	Evolution				Nombre de salariés	Evolution			
		Trimestrielle		Annuelle			Trimestrielle		Annuelle	
		en nbre	en %	en nbre	en %		en nbre	en %	en nbre	en %
Agriculture	1 340	+10	+0,5	+30	+2,5	1 350	+10	+0,4	+20	+1,8
Industrie	15 570	0	-0,0	+20	+0,1	17 650	+100	+0,6	+300	+1,7
Industrie agro-alimentaire	2 280	+10	+0,3	+50	+2,3	2 390	-10	-0,5	+100	+4,3
Industries extractives, énergie, eau, déchets	710	0	-0,1	-20	-2,5	750	+10	+1,0	-10	-1,0
Equipements élec. électron. info., autres machines	2 270	+20	+0,8	+100	+4,5	2 530	+30	+1,1	+50	+1,9
Matériels de transport	2 520	-10	-0,6	-100	-3,8	3 350	+80	+2,5	+190	+5,9
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie, ...)	7 790	-10	-0,2	-10	-0,1	8 630	-10	-0,1	-30	-0,3
Construction	3 660	-20	-0,6	+50	+1,3	3 810	-30	-0,7	+50	+1,4
Commerce ; réparation auto.	8 470	0	-0,0	-120	-1,5	8 770	-30	-0,3	-180	-2,1
Services marchands	12 080	+60	+0,5	-60	-0,5	12 940	+110	+0,9	+30	+0,2
Transports et entreposage	2 710	-10	-0,4	-60	-2,3	2 950	-40	-1,4	-60	-2,0
Hébergement et restauration	1 700	+20	+1,5	+50	+3,0	1 720	+20	+1,2	+50	+2,8
Information et communication	270	-10	-3,9	0	-0,1	280	-10	-3,5	0	+0,2
Services financiers	1 230	0	-0,1	+20	+1,7	1 230	0	-0,1	+20	+1,4
Services immobiliers	300	0	+0,6	-10	-2,5	310	0	+1,4	0	-1,2
Services aux entreprises	3 140	+60	+1,9	-50	-1,5	3 700	+150	+4,1	+30	+0,8
Services aux ménages	2 720	0	-0,1	-10	-0,2	2 740	-10	-0,2	0	-0,1
Services non marchands	25 590	+150	+0,6	+140	+0,5	25 610	+160	+0,6	+130	+0,5
Ensemble	66 720	+190	+0,3	+60	+0,1	70 120	+320	+0,5	+340	+0,5

Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)

Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)

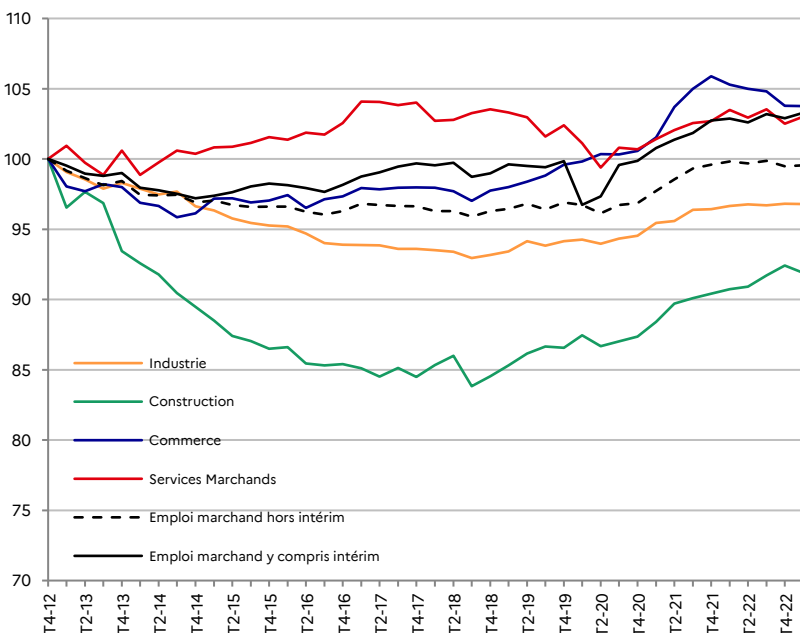
Traitement : Dreets BFC- SESE

(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire du département qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre départemental. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

• dans les secteurs d'activité du département

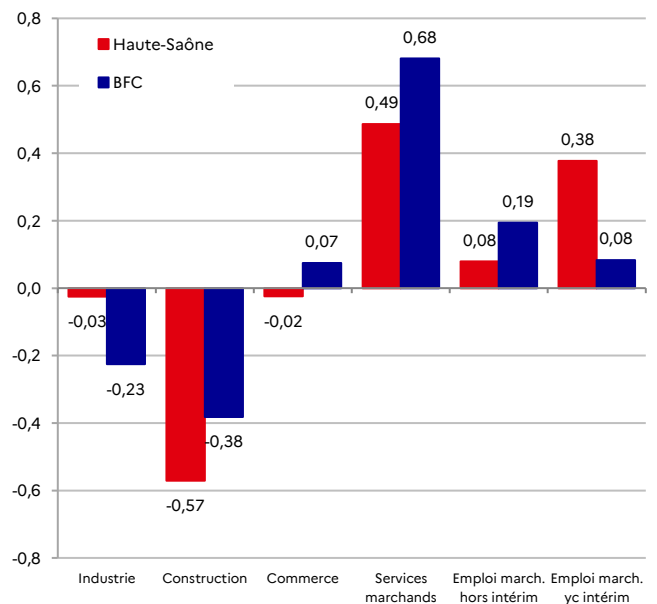
(base 100 au 31/12/2012)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

• dans le département et au niveau régional

(entre le 4^{ème} trim. 2022 et le 1^{er} trim. 2023, en %)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

Le recours à l'intérim

Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Haute-Saône 1 ^{er} trimestre 2023	Intérimaires en fin de trimestre ⁽¹⁾		Recours à l'intérim ⁽²⁾		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre ⁽³⁾			Durée moyenne des missions ⁽⁴⁾		
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)	Evolution sur 1 an (en pt)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)		
Agriculture	s	s	s	0,1	-0,5	s	s	s	2,9	-3,9
Industrie	2 090	+0,9	+12,8	11,9	+1,2	2 090	+1,0	+8,3	3,9	+1,2
Construction	180	-7,8	-8,8	4,6	-0,5	190	+11,8	0,0	3,0	+0,1
Commerce	270	-9,4	-16,4	3,1	-0,5	280	-6,7	-17,6	2,0	+0,3
Services	750	+11,2	+10,7	5,8	+0,6	770	+8,5	+6,9	1,1	-0,5
Ensemble	3 300	+1,5	+7,6	7,4	+0,5	3 330	+2,1	+4,4	2,8	+0,5

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi-activité.

(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.

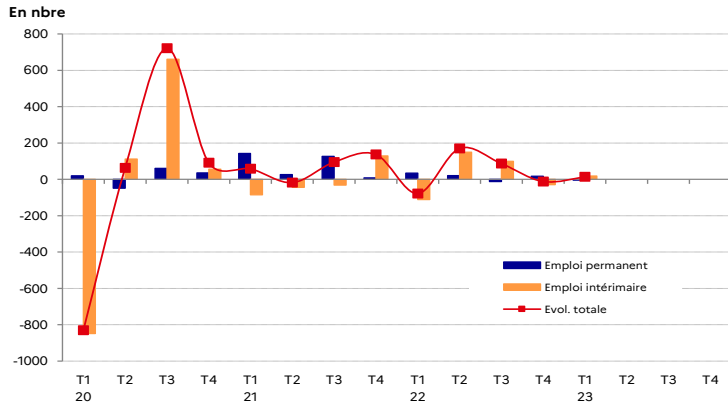
(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

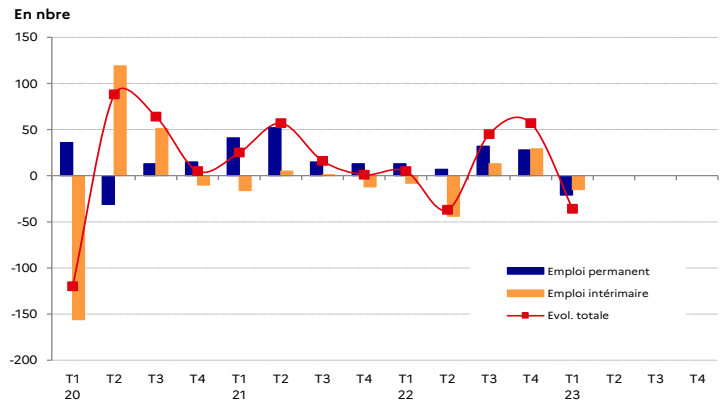
Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité

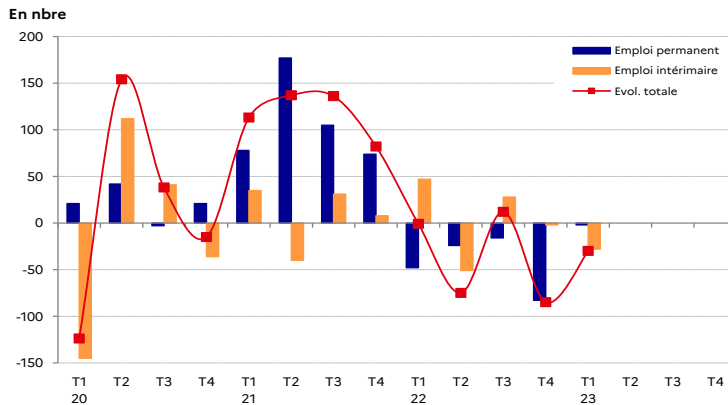
Industrie



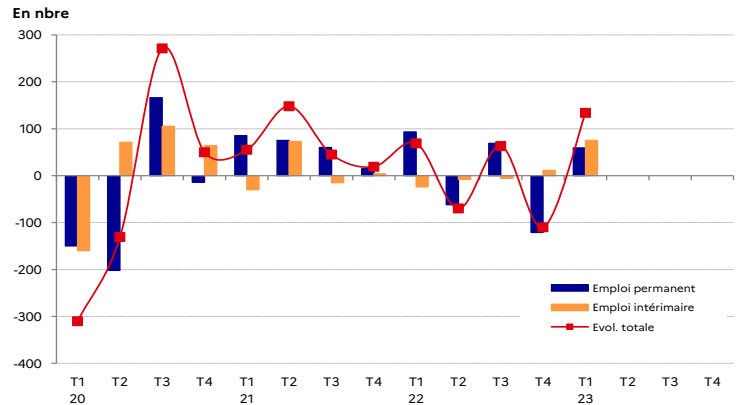
Construction



Commerce



Services



Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe rouge
- et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en orange)

Sources : Acooss-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Les Mouvements de Main-d'Œuvre

Haute-Saône		Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
1er trimestre 2023						
Embauches		810	291	915	6 653	8 669
Répartition en %		9,3	3,4	10,6	76,7	100,0
dont en % :						
	CDD	49,8	48,1	59,5	84,3	77,2
	< 25 ans	24,4	28,2	37,4	20,5	22,9
	25 - 49 ans	54,9	58,4	45,7	50,0	50,3
	50 - 54 ans	9,0	7,2	7,2	8,8	8,6
	55 ans ou plus	11,6	6,2	9,7	20,7	18,2
	Femmes	39,6	12,4	58,3	68,8	63,1
Sorties		820	288	875	6 513	8 496
Répartition en %		9,5	3,3	10,1	75,1	100,0
dont en % :						
	Fins de CDD	33,4	25,3	48,7	80,7	71,0
	dont CDD < 1 mois	63,9	24,7	62,4	86,7	83,2
	Demissions	25,9	34,4	22,9	8,3	12,4
	Licenciements économiques	2,3	1,4	1,6	0,3	0,7
	Licenc. non économiques	12,1	14,6	8,3	3,3	5,1
	Retraite	10,5	5,9	3,3	1,4	2,6
	Ruptures Conventionnelles	6,7	9,0	5,6	1,5	2,7
	< 25 ans	19,5	29,9	35,3	20,1	21,9
	25 - 49 ans	50,0	48,6	46,1	48,9	48,7
	50 - 54 ans	7,7	5,2	5,5	9,0	8,4
	55 ans ou plus	22,8	16,3	13,1	22,0	21,0
	Femmes	39,3	11,8	57,1	69,4	63,2

Les mouvements de main-d'œuvre (MMO) recensent l'ensemble des embauches et des fins de contrats de travail au niveau des établissements. Ils permettent de mesurer les entrées et les sorties selon le type de contrat, la durée des contrats et les motifs de sorties.

La source : les déclarations sociales nominatives (DSN)

Le champ : établissements employeurs (1 salarié et plus) du champ privé hors agriculture, hors contrats intérimaires et hors particuliers employeurs

Précautions d'utilisation

L'écart entre les entrées et les sorties mesuré chaque trimestre via les mouvements de main-d'œuvre ne correspond pas à la variation trimestrielle issue des estimations d'emploi produites par l'Insee, en collaboration avec l'Acoss et la Dares (cf. rubrique "emploi salarié" de cette publication).

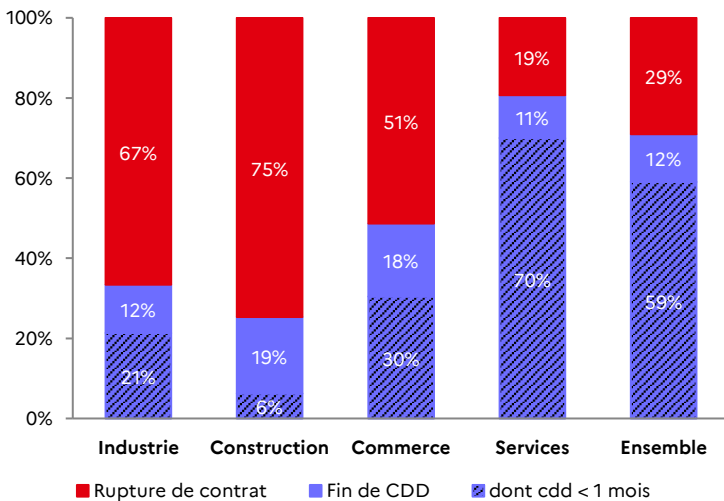
Pour en savoir plus :

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-mouvements-de-main-doeuvre>

Source : Dares, MMO

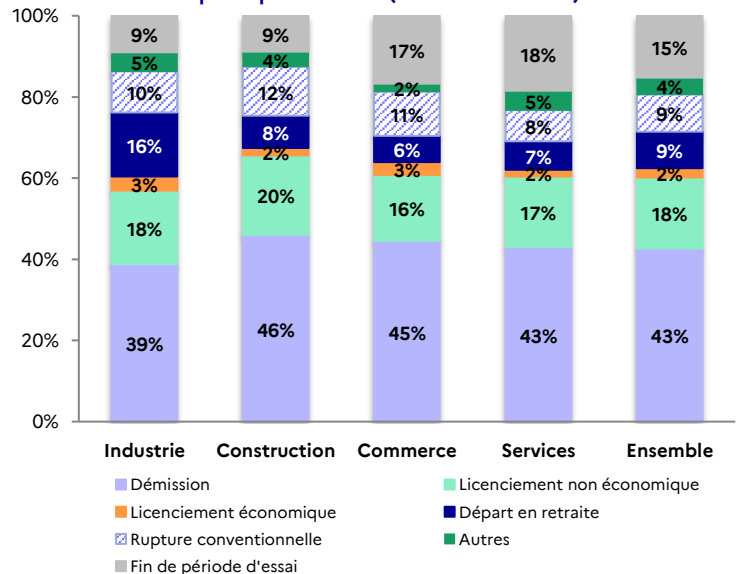
Lecture : Au 1er trimestre 2023 parmi les embauches dans l'industrie 49,8 % sont des CDD. Les licenciements économiques représentent 2,3 % des sorties des salariés de l'industrie contre 0,7 % tous secteurs confondus

Les motifs de sorties des salariés



Lecture : dans le commerce, 30 % des sorties sont des CDD de moins d'un mois arrivés à terme.

Les ruptures de contrats de travail selon les principaux motifs (hors fins de CDD)



Lecture : dans l'industrie, 39 % des contrats ont pris fin suite à une démission.

Haute-Saône		< 25 ans	25 - 49 ans	50 - 54 ans	55 ans ou plus	Femmes	Femmes de - de 25 ans
1er trimestre 2023							
Actifs en emploi (en %)		9,9	59,1	14,1	16,9	52,4	31,0
Embauches		1 985	4 359	746	1 579	5 466	1 266
dont en % :							
	CDD	78,0	73,1	74,8	88,8	83,4	83,3
Sorties		1 862	4 137	714	1 783	5 373	1 231
dont en % :							
	Fins de CDD	72,7	68,6	69,9	75,1	78,7	79,3
	dont CDD < 1 mois	78,7	82,1	84,4	89,8	86,4	82,7
	Demissions	11,2	16,1	13,3	4,7	8,7	7,6
	Licenciements économiques	0,3	0,9	1,0	0,5	0,3	0,2
	Licenc. non économiques	7,5	4,4	7,1	3,3	3,8	5,3
	Retraite	0,0	0,0	0,1	12,3	1,9	0,0
	Ruptures Conventionnelles	1,8	3,5	3,2	1,3	2,2	1,9

Lecture : parmi les personnes 55 ans ou plus nouvellement embauchées, 88,8 % ont signé un CDD.

Source : Dares, MMO ; Insee-RP 2019, actifs en emploi de 15 ans ou plus (hors agriculture)

L'emploi frontalier

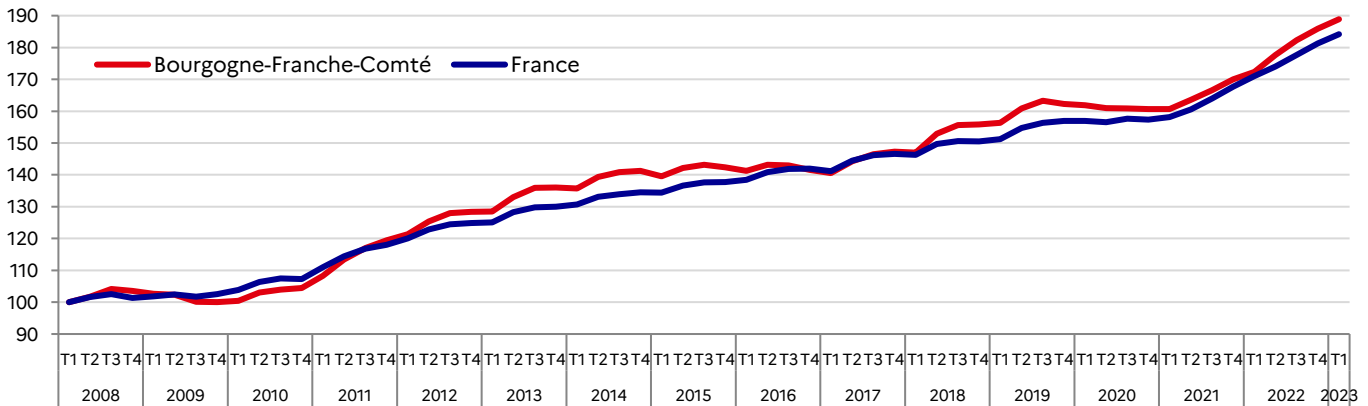
Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

1 ^{er} trimestre 2023	Actifs occupés RP 2020	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)				
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle	
					en nbre	en %				en nbre	en %
Côte d'Or	249 510	220 740	22,2	+0,4	+2 870	+1,3	195	0,4	+2,1	+27	+16,1
Doubs	253 357	199 720	20,1	-0,1	+620	+0,3	31 721	71,2	+1,4	+2 573	+8,8
Jura	116 657	87 890	8,8	+0,1	+450	+0,5	7 456	16,7	+2,1	+711	+10,5
Nièvre	80 740	64 300	6,5	+0,0	-230	-0,4	15	0,0	+7,1	0	0,0
Haute-Saône	104 863	70 120	7,0	+0,5	+340	+0,5	638	1,4	+0,3	+83	+15,0
Saône-et-Loire	238 970	192 830	19,4	+0,2	+1 470	+0,8	215	0,5	+2,9	+13	+6,4
Yonne	145 687	110 530	11,1	+0,1	-150	-0,1	25	0,1	-3,8	+1	+4,2
Territoire de Belfort	64 451	49 960	5,0	-0,3	+260	+0,5	4 261	9,6	+2,4	+495	+13,1
BFC	1 254 237	996 080	100,0	+0,2	+5 620	+0,6	44 526	100,0	+1,6	+3 903	+9,6

Sources : INSEE - RP 2020; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

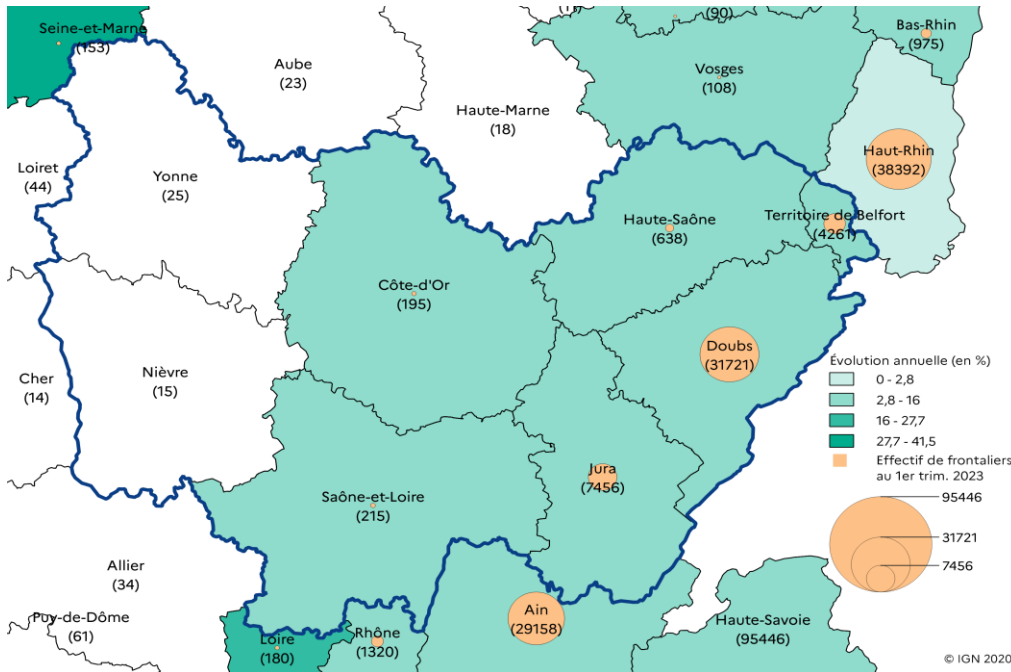
Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Source : OFS

Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture : L'emploi frontalier vers la Suisse a augmenté de + 8,8 % dans le Doubs. Ce département comptabilise 31 721 travailleurs frontaliers vers la Suisse.

Champ : Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.

Source : Office Fédéral de la Statistique

Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	Haute-Saône			BFC
	T2 2023	Cumul 2023	Var.(%)/ cumul 22	Var.(%)/ cumul 2022
Contrats aidés (prescriptions) :				
PEC dont :	101	210	-1,9	-4,3
jeunes	41	72	-0,2	-0,1
seniors	31	55	-	-
bénéficiaires RSA	11	25	-	-
DELD	57	115	-	-
TH	30	48	-	-
résidents QPV	s	9	-18,2	-15,7
résidents ZRR	66	115	+0,9	-5,5
éducation nationale	s	s	-75,0	-20,9
CIE Jeunes	41	92	0,0	-2,2
Mesures d'accompagnement :				
PACEA	301	562	+16,4	+3,6
dt résidents QPV	27	50	+35,1	+3,9
CEJ*	287	641	+8,6	+17,3
Aides à l'embauche :				
Emplois Francs**	8	21	+50,0	-0,3
Alternance :				
Contrat apprentissage (au 1T2023)				
- secteur public	s	s	s	-20,0
- secteur privé	72	72	-1,4	+21,2

* Depuis le 01/03/2022, date de début du dispositif.

** Données arrêtées à la semaine 26

s : secret statistique

Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	T4 2022	Cumul 2022	Var.(%)/ cumul 2021
Côte d'Or	320	1 543	-3,9
Doubs	393	1 819	-5,8
Jura	319	1 273	-3,6
Nièvre	168	777	-28,3
Haute-Saône	186	748	+16,7
Saône-et-Loire	387	1 817	-10,1
Yonne	339	1 582	-15,7
Territoire de Belfort	98	543	+11,0
BFC	2 210	10 102	-7,9

Sources des tableaux :

Entrées :

PEC (Parcours Emploi Compétence), CIE Jeunes, Emplois Francs : DGEFP

CEJ (Contrat d'engagement jeune) : DGEFP

PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de

Bourgogne-Franche-Comté, i-milo et DGEFP

Contrat d'apprentissage : DARES-Système d'information sur l'apprentissage (SIA)

IAE : ASP, traitement Dares

Stock :

PEC : DARES

PACEA et CEJ : ARML de Bourgogne-Franche-Comté

Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle Données provisoires	Haute-Saône		BFC
	T2 2023	Var.(%)/ trim. année précédente	Var.(%)/ trim. année précédente
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	264	-26,7	-30,7
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	910	-46,8	-37,2
CEJ*	643	-	-
IAE (au 4T 2022)	553	+22,3	-1,8

► De nombreuses mesures existent pour encourager l'emploi à destination des entreprises ou des personnes en difficulté et les dispositifs présentés ici n'en représentent qu'une partie.
Il est d'usage de distinguer :

✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (Pôle emploi, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...

✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscaux.
Les dépenses sociales à la lisière des politiques d'emploi qui comportent une dimension "d'activation" peuvent compléter ces politiques (RSA, AAH)
Les dépenses pour l'emploi en France représentent 144 milliards d'euros en 2019 (soit 5,6 points de PIB), dont 63 milliards d'euros pour les dépenses ciblées et 81 pour les dépenses générales.

Pour plus d'information consultez le bilan annuel de la DARES :

[Les dépenses en faveur de l'emploi et du marché du travail | DARES \(travail-emploi.gouv.fr\)](https://travail-emploi.gouv.fr/les-depenses-en-faveur-de-l-emploi-et-du-marche-du-travail)

Les prestations de solidarité et d'insertion

Nombre de foyers allocataires dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

1 ^{er} trimestre 2023 <i>données brutes provisoires</i>	RSA		Prime d'activité		AAH		ASS (au 4T 2022)	
	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle
Côte d'Or	9 840	-1,1	38 917	+4,9	8 643	+4,1	1 520	-18,0
Doubs	12 377	-2,2	34 093	+3,3	10 370	+1,7	1 697	-18,7
Jura	3 530	-4,7	16 077	+4,9	5 313	+4,1	623	-25,2
Nièvre	5 650	-1,3	14 167	+3,6	6 307	+1,8	773	-18,3
Haute-Saône	3 957	-4,4	15 593	+3,8	5 570	+4,9	943	-15,8
Saône-et-Loire	10 260	+1,1	37 673	+3,6	12 110	+4,8	1 983	-14,4
Yonne	8 770	-0,8	23 727	+2,1	7 693	+1,4	1 197	-20,2
Territoire de Belfort	4 277	-2,5	9 927	+4,1	2 427	+4,0	657	-19,9
BFC	58 660	-1,5	190 173	+3,8	58 433	+3,3	9 393	-18,2

* Moyenne trimestrielle.

- RSA (Revenu de Solidarité Active) et prime d'activité :

Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

- AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) :

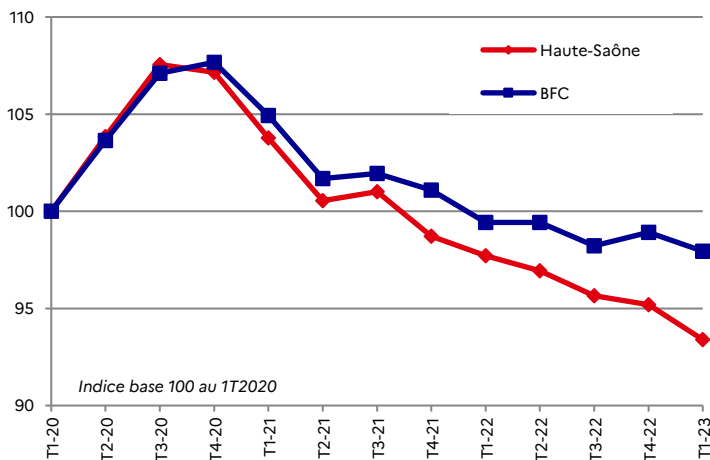
Champ : France, Cnaf (97 % des allocataires de l'AAH relèvent des Caf). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire.

- ASS (Allocation de Solidarité Spécifique) :

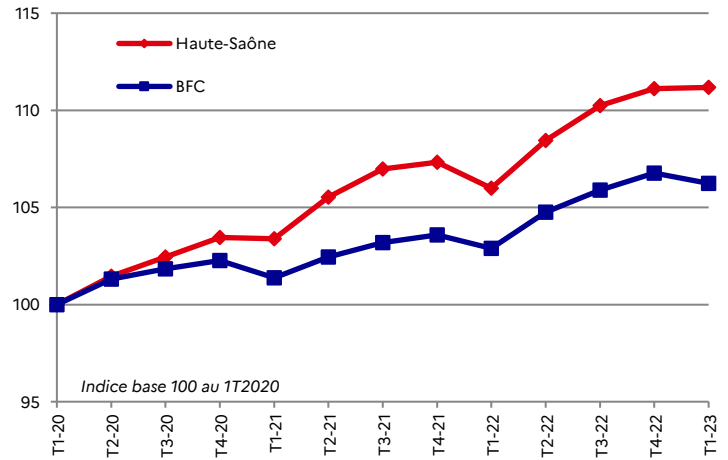
Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitements DREES ; MSA ; Pôle emploi, FNA.

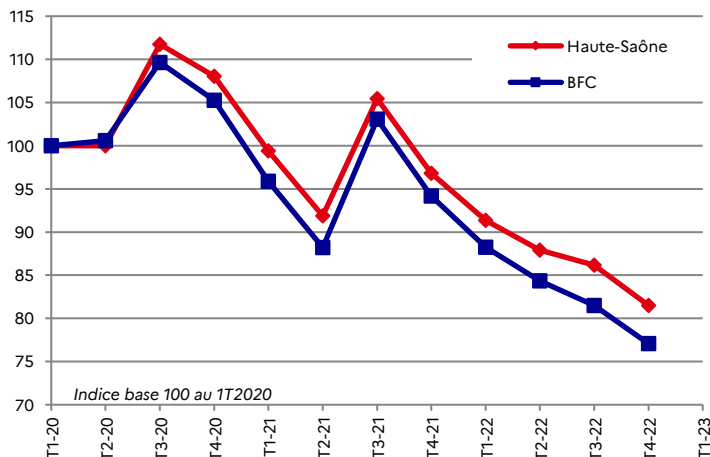
Nombre de foyers bénéficiaires du RSA



Nombre d'allocataires de l'AAH



Nombre d'allocataires de l'ASS



Nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité

